



COMMUNIQUE DE PRESSE 12 MAI 2010

AGBEYOME KODJO ECRIT AU PREMIER MINISTRE : OBUTS DECLINE L'OFFRE DE PARTICIPATION AU GOUVERNEMENT

Le 10 mai 2010, à 9h30, une délégation d'OBUTS, conduite par Agbéyomé KODJO, et composée de M. Gérard ADJA et M. Clément BOESSI a été reçue à la primature par le premier ministre Gilbert FOSSOUN HOUNGBO. Cette entrevue faisait suite à une lettre d'invitation du premier ministre en date du 7 mai 2010, dans le cadre de ses consultations pour former le nouveau gouvernement de Faure Gnassingbé.

Attaché aux valeurs de la démocratie et respectueux des institutions de la République, le parti OBUTS a donc tenu à honorer le rendez-vous.

A l'issue de cet entretien le premier ministre a indiqué à la délégation qu'il souhaitait une réponse au plus tard ce mercredi 12 mai.

Agbéyomé KODJO, président d'OBUTS, a donc adressé ce jour une lettre motivée et détaillée au Premier Ministre, pour expliquer les raisons objectives qui l'ont conduit en son nom personnel et au nom d'OBUTS, à décliner l'offre de participation de représentants d'OBUTS à un gouvernement d'ouverture et de compétences.

Voici un résumé succinct du contenu de la lettre adressée ce jour au premier ministre.

La délégation d'OBUTS a considéré, que l'invitation du premier ministre équivalait de sa part, à reconnaître la compétence des cadres et l'influence politique d'OBUTS.

Elle s'est livrée ensuite à une analyse de la situation du Togo.

Elle a exprimé que si l'ouverture politique à d'autres sensibilités est une intention louable, elle ne peut avoir de réelle signification, sans expression d'une volonté clairement affichée de retrouver la confiance entre le Peuple togolais et ses dirigeants, et d'actes de gouvernance qui s'appuient sur la légitimité.

Elle a déploré le manque de conformité aux règles démocratiques qui prévaut actuellement, et limite les chances d'organisation d'un consensus durable et soutenable, par une grande majorité des citoyens togolais.

Elle a indiqué qu'elle considère notre pays comme étant en situation de grave crise politique, consécutive aux irrégularités qui ont entaché le scrutin présidentiel, et indiqué que nier cette situation, et ne pas entendre les cris de détresse de millions de nos compatriotes, qui contestent pacifiquement partout où c'est possible sur l'ensemble du territoire national, ne constitue pas un signe d'apaisement et n'augure rien de positif pour la recherche de la concorde nationale.

La délégation considère que, tant que le Gouvernement n'adoptera pas une position claire sur la vérité des urnes, le Peuple togolais ne saurait considérer la participation de quelques représentants d'OBUTS comme un signe d'apaisement, et qu'au contraire, cela rajouterait de la confusion.



COMMUNIQUE DE PRESSE 12 MAI 2010

La délégation a surtout noté qu'elle n'a pas eu la possibilité de prendre connaissance de la feuille de route établie par le Chef de l'Etat, pas davantage de la vision du premier ministre sur ce que devait être la nouvelle gouvernance, indispensable pour sortir le Togo du marasme dans lequel il se trouve aujourd'hui.

Elle a indiqué qu'elle ne conçoit pas sa participation à un Gouvernement, qui ne disposerait pas d'un mandat précis, pour mettre en œuvre immédiatement un ensemble de mesures d'urgence afin de soulager la situation personnelle et collective de millions de nos compatriotes, de ramener la confiance, de redonner de l'espoir, permettant d'engager une révision constitutionnelle, une réforme institutionnelle, concrétiser une réforme judiciaire de grande envergure, seules susceptibles de garantir une gouvernance véritablement démocratique et transparente.

A ses yeux seule une politique budgétaire qui s'inscrit dans une démarche éthique, et concourt à une politique de solidarité nationale, peut établir la cohésion sociale qui constitue la priorité de notre action politique.

La délégation a considéré que l'ouverture politique actuellement appliquée à la composition du Gouvernement est insuffisante, si elle n'est pas matérialisée par un accord politique rendu public, signé entre toutes les forces politiques et de la société civile, représentées et représentatives.

Elle n'a pas reçu d'éclairage significatif de la part du premier ministre sur l'ensemble des points exposés, ni de réponses idoines, ni reçu aucun élément de réponse, lorsqu'elle a soulevé deux points incontournables pour s'engager sur la voie d'une collaboration :

1. la libération immédiate et sans conditions de tous les prisonniers politiques issus du scrutin du 4 Mars 2010 ;
2. l'Ouverture immédiate des discussions avec le Front Républicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC) et OBUTS qui est son alliée.

La lettre rappelle en outre le projet politique d'OBUTS, et d'autre part les positions défendues aujourd'hui à ce sujet, dans le cadre plus large du Collectif pour la Vérité des Urnes, et indique que nous sommes aujourd'hui encore très loin du compte.

Elle précise au Premier Ministre, que l'élément principal n'est pas tant que la participation à un Gouvernement, mais quelle politique ce gouvernement est susceptible de mener dans l'intérêt supérieur du Peuple, le niveau d'audace auquel il est capable d'accéder, compte tenu de l'immensité du chantier à entreprendre.

Agbéyomé KODJO indique qu'il a rendu compte aux instances dirigeantes du parti OBUTS, de la teneur des entretiens, et que les nombreux questionnements qu'il a exposés dans le courrier ont fait l'objet d'un débat démocratique approfondi, sanctionné par un vote où la proposition de participation faite par le premier ministre a été mise en minorité, en l'absence de propositions concrètes alternatives de sa part.

Il a par ailleurs déploré cet état de fait, considérant l'état de détresse profonde de notre pays, qui nécessite en urgence une réanimation, afin d'insuffler l'élan de confiance qui permettra à la



COMMUNIQUE DE PRESSE

12 MAI 2010

Nation toute entière de pendre une part active à son redressement et une politique ambitieuse qui fixe pour objectif au Togo, de ne plus figurer en queue de peloton dans la sous-région.

Il a enfin terminé en précisant qu'en prenant cette décision, il avait d'abord pensé à tous les compatriotes disparus pour le combat en faveur de la paix et la démocratie au Togo, et à l'intérêt supérieur de tous ceux dont le cri de détresse ne cesse de nous interpeller, et qui malgré leur souffrance quotidienne, soutiennent notre combat pluraliste pour la transparence, la vérité des urnes et la vérité des comptes.

Agbéyomé Messan KODJO,

Président d'OBUTS

Ancien Premier Ministre